exploitations et pour des pêcheurs commerciaux, neuf maisons de ferme et sept sur des terrains d'une superficie égale à celle des lots urbains; 586 maisons neuves ont été achevées.

Durant l'année financière 1970-71, le montant des échéances pour les propriétés achetées par des anciens combattants en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants s'est élevé à 39.7 millions, sans compter les paiements partiels; plus de 92.1% des sommes dues ont été remboursées et 773 anciens combattants établis sous le régime des conventions de colonage partiaire ont versé 1.6 million.

Au 31 décembre 1972, 18,335 anciens combattants étaient assurés pour 185.3 millions en vertu du régime collectif d'assurance-vie de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Depuis l'inauguration de ce régime, 376 anciens combattants assurés sont décédés et 2.8 millions de dollars ont été versés pour acquitter leurs dettes.

6.9.4 Commission des sépultures de guerre du Commonwealth

Les chartes actuelles de la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth consistent en deux documents, soit la charte originale constituant la Commission qui remonte au 21 mai 1917 et la nouvelle charte supplémentaire qui date du 8 juin 1964. En vertu de ces chartes, la Commission a pour fonctions de marquer et d'entretenir à perpétuité les tombes des membres des Forces armées de l'Empire britannique et du Commonwealth qui sont morts entre le 4 août 1914 et le 31 août 1921 et entre le 3 septembre 1939 et le 31 décembre 1947, et d'ériger des monuments à la mémoire de ceux dont on ignore où ils sont enterrés.

Le haut-commissaire du Canada à Londres est le représentant officiel du Canada au sein de la Commission, et le ministre des Affaires des anciens combattants est le représentant officiel de la Commission au Canada. Le bureau du secrétaire général de la Division canadienne est situé dans l'édifice des Affaires des anciens combattants à Ottawa.

Sources

- 6.1 - 6.3 Économie et statistiques sanitaires, Direction générale des programmes de santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social; Conseil de recherches médicales.
- 6.4 - 6.8.1 Direction générale de la recherche, de la planification et de l'évaluation (bien-être), ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
- 6.8.2 Division de la santé et du bien-être, Direction des institutions et des finances publiques, Statistique Canada.
- 6.9 Relations publiques, ministère des Affaires des anciens combattants; Conseil de révision des pensions.